

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant désignation des présidents et secrétaires de la  
Chambre de recours de l'enseignement supérieur non  
universitaire officiel subventionné**

**A.Gt 06-02-2020**

**M.B. 06-03-2020**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 242 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant une Chambre de recours de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 septembre 2008 portant nomination des membres de la Chambre de recours de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 novembre 2014 portant désignation des membres de la Chambre de recours de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné ;

Considérant qu'il convient de remplacer les présidents et secrétaires démissionnaires ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur ;  
Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Sont désignés en qualité de président et de président suppléant de la Chambre de recours de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné, ci-après dénommée «la Chambre de recours» :

- M. Laurent MASSAUX est nommé président de la Chambre de recours;
- M. Gautier PIJCKE est nommé premier président suppléant de la Chambre de recours ;
- M. Philippe LAURENT est nommé deuxième président suppléant de la Chambre de recours.

**Article 2.** - Le secrétariat de la Chambre de recours est assuré par les Services du Gouvernement.

**Article 3.** - L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 septembre 2008 portant nomination des membres de la Chambre de recours de l'enseignement supérieur non universitaire officiel subventionné est abrogé.

**Article 4.** - La Ministre de l'Enseignement supérieur est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5.** - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 6 février 2020.

---

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY